

Les marchés pétroliers : une nouvelle donne ?

Alain Vigier

Pour les grands groupes pétroliers, la bonne gestion ne se mesure pas en fonction de la politique industrielle mise en oeuvre mais sur le pourcentage et le montant des profits reversés, dans l'immédiat, aux actionnaires.

Le Japon ou la Corée du Sud, et plus encore les nouveaux comme l'Inde qui importe déjà 70% de ses besoins alors que la Chine pourrait voir ce chiffre passer à 75% en 2005, s'inquiètent dans cette conjoncture marquée par une tension spéculative presque permanente.

Avec les tentatives de la Chine d'acquisition de gros actifs pétroliers ou la prise en considération par ce pays et par l'Inde de petites licences d'exploration dans des zones à risques technologiques ou politiques, ces pays cherchent à desserrer leur dépendance énergétique.

La proposition faite par l'Inde de la création d'une organisation des pays importateurs de pétrole assurant à l'Asie des approvisionnements stables à des prix équitables pourrait changer la donne.

L'année 2004 aura été marquée, encore une fois, par des bénéfices record. Exxon mobil a annoncé un bénéfice net de 25,33 milliards de dollars (19,4 milliards d'euros) pour l'exercice 2004 contre 21,5 milliards de dollars pour 2003. Pour la royale Dutch Shell il s'agit de 18,5 milliards de dollars (14,2 milliards d'euros) en augmentation de 48% par rapport à 2003. BP annonce 16,2 milliards de dollars (12,6 milliards d'euros) soit une hausse de 26%. Pour Total, enfin, l'augmentation a atteint 29% avec un résultat de 9,0 4 milliards d'euros.

Le premier facteur expliquant ces performances réside toujours dans l'envolée du cours du pétrole brut sur les marchés de New York et de Londres sur la base desquels sont valorisées les productions propres des grands groupes. Il faut ensuite prendre en considération l'augmentation des marges de raffinage de ces dernières liée à une utilisation intensive de leur capacité de raffinage; parfois à la limite de la tension sur les marchés de l'essence et des autres produits raffinés. Ce qui explique sans doute en partie la catastrophe de l'explosion de l'usine de raffinage américaines BP de Texas City. Enfin il ne faudrait pas omettre de signaler la cession ou la mise en attente de vieux champs pétrolifères, par certains, afin d'obtenir le meilleur rendement possible des capitaux investis, parfois même au détriment de la production. La bonne gestion ne se mesure pas en fonction de la politique industrielle mise en oeuvre mais sur le pourcentage et le montant des profits reversés, dans l'immédiat, aux actionnaires.

L'année aura aussi été marquée par une certaine continuité dans la mise en oeuvre par les pays de l'OPEP de leur stratégie pour préserver leurs revenus.

Les anciens gros consommateurs comme le Japon ou la Corée du Sud et plus encore les nouveaux comme la Chine et l'Inde s'inquiètent dans cette conjoncture quelque peu fermée marquée par une tension spéculative presque permanente, où les possibilités d'action sur les prix et en matière de garantie d'approvisionnement restent limitées alors que leurs besoins ne cessent de croître. Nul doute que leur souci découle aussi de la préoccupation générale concernant l'épuisement à terme des gisements fossiles.

L'Inde et surtout la Chine après avoir tenté d'acquiescer de gros actifs pétroliers ont essayé de prendre en considération de petites licences d'exploration dans des zones à risques technologiques ou politiques comme au Soudan, par exemple, où l'Inde et la Chine se côtoient d'ailleurs, ou au Canada, en Equateur et en Birmanie. Avec semble-t-il un succès limité. Alors que les sociétés d'État de pays comme la Russie, la Malaisie, le Brésil ou l'Angola manifestent également leur volonté d'être présentes sur la scène pétrolière mondiale, l'Inde et la Chine s'intéressent à la russe Yugansk récemment renationalisée par l'entreprise d'État Rosneft. Toutefois les russes ont approuvé en décembre un projet d'oléoduc entre la région d'Irkoutsk et de Nakhodka, face au Japon, pour atteindre plusieurs consommateurs comme la Corée du Sud, voire les USA, alors que la Chine espérait une liaison directe par la Mandchourie. L'Inde importe déjà 70% de ses besoins et pour la Chine ce chiffre pourrait passer à 75% en 2005.

Le tableau sur la structure du marché pétrolier en 2003 qui suit montre que les besoins apparents des gros consommateurs en Asie orientale se situaient déjà au niveau des besoins d'importation des USA et atteignait 47% de la production des pays de l'OPEP du Moyen Orient.

Il faut toutefois préciser que les besoins apparents c'est-à-dire la différence entre la capacité de raffinage et de la production nationale de pétrole brut ne donne qu'une image partielle de la réalité. La position géographique des gisements nationaux peut rendre nécessaires des importations et des exportations afin d'approvisionner au mieux les raffineries et les zones de consommation. De plus les importations de produits finis rendues indispensables en raison d'un manque de capacité de raffinage ne sont pas indiquées dans ce tableau, alors qu'elles sont parfois importantes. Il n'en reste pas moins que les capacités de raffinage seraient quand même globalement utilisées à 90%, en y incluant les installations déjà obsolètes.

Le 6 janvier dernier le ministre indien des pétroles a invité ses collègues de Chine, du Japon, de la Corée du sud ainsi que les représentants de huit pays de l'Opep pour leur proposer la création d'une organisation des pays

importateurs de pétrole. L'objectif serait d'assurer à l'Asie des approvisionnements stables à des prix équitables. Le ministre Mani Shankar Aiyar qui souhaiterait des investissements chinois en Inde étudierait également des projets avec l'Iran, le Pakistan, la Birmanie et le Bangladesh.

Wenran Jiang qui suit les problèmes énergétiques asiatiques pour l'université de l'Alberta à Edmonton au Canada souligne que si cette organisation pouvait être créée elle pourrait constituer un formidable nouveau bloc énergétique.

L'avenir nous dira si ces tentatives de desserrement de l'étau aboutiront et dans quelle mesure elles pourraient modifier les données géopolitiques pétrolières actuelles. ■

Structure du marché pétrolier mondial en 2003

Zones d'activités	Production de pétrole brut en MTM*		Capacités de raffinage en MTM		Besoins apparents
Continent américain	980		1354		
Dont :					
USA		351		835	484
Venezuela		153		64	
Brésil		77		95	18
Mexique		194		84	
Europe	798		1263		
Dont					
Russie				272	
Ex URSS		492			
Mer du Nord		260			
Afrique	398		161		
Dont					
Afr. Occ.		176			
Asie Océanie	1476		1325		
Dont					
Chine		169		226	57
Inde		37		107	70
Japon				235	235
Corée du Sud				127	127
Indonésie		57		50	
Pays de l'OPIEP					
Du moyen Orient		1047		286	
Total Monde	3652		4103		
Dont OPIEP		1467			

Source : Production. Agence Internationale de l'Énergie.

*MTM : million de tonnes métriques.